

Romandie NEWS

11e révision de l'AVS: feu vert du National au volet incontesté

Berne (awp/ats) - Malgré l'échec de la 11e révision de l'AVS, les mesures non contestées de la réforme devraient entrer en vigueur rapidement dès janvier 2012. Après le Conseil des Etats, le National a donné son feu vert jeudi par 131 voix sans opposition.

Le projet, d'ordre technique, permettra d'améliorer la mise en oeuvre de l'assurance vieillesse. Il s'avère nécessaire après une dizaine d'années de stagnation dans les travaux de révision du 1er pilier, a noté le conseiller fédéral Didier Burkhalter, soulignant en outre qu'il n'y aura quasiment pas de répercussions financières pour l'AVS.

Concrètement, les cotisations des assurés sans activité lucrative ne pourront plus dépasser 50 fois le montant minimal. La perception des cotisations sera facilitée. Certaines tâches, comme les analyses scientifiques et le développement informatique, seront pilotées par l'Office fédéral des assurances sociales. Enfin, un registre des prestations complémentaires verra le jour.

Après l'échec de la 11e révision de l'AVS l'automne dernier au National, le Conseil fédéral a renoncé volontairement à tout point qui pourrait donner lieu à controverse, a rappelé Didier Burkhalter. Désormais, le but est de séparer la gestion pure de l'assurance des aspects plus politiques.

Même si les projections sont meilleures, une réforme est nécessaire pour faire face à l'évolution démographique à terme (horizon 2020), a souligné le ministre des affaires sociales.

Des discussions seront engagées avec les partenaires sociaux. Dans un premier temps, l'objectif est de mettre d'accord les milieux intéressés sur la nécessité d'agir et un calendrier. Les mesures concrètes pour résoudre les problèmes financiers futurs de l'AVS suivront. Le Conseil fédéral prévoit de mettre en consultation un projet en 2013.

La 11e révision de l'AVS échouée prévoyait un relèvement de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans et un petit coup de pouce temporaire au départ en retraite anticipée pour les bas revenus. L'UDC, opposée à ce geste, et la gauche qui le trouvait insuffisamment généreux ont eu raison du projet.

Alors que les partis bourgeois ont souligné la nécessité d'une réforme, le camp rose-vert a déjà averti qu'il combattra toute tentative de démantèlement.

ats/rp

(AWP / 16.06.2011 17h31)